Document généré le 24 avr. 2024 09:01

Vie des arts

Vie des arts

Feu vert à la culture
Green Light for Culture

Andrée Paradis

Volume 21, numéro 84, automne 1976

URI : https://id.erudit.org/iderudit/54988ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

La Société La Vie des Arts

ISSN

0042-5435 (imprimé)
1923-3183 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Paradis, A. (1976). Feu vert à la culture / Green Light for Culture. *Vie des arts*, *21*(84), 12–86.

Tous droits réservés © La Société La Vie des Arts, 1976

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

va / Éditorial

FEU VERT A LA CULTURE

Le Ministre des Affaires Culturelles, M. Jean-Paul L'Allier, est un homme de pensée et d'action. Tout en inscrivant ses nouvelles politiques dans la ligne de la continuité, il nous semble qu'il a le goût de s'aventurer au lieu de prendre la suite, et que, malgré son intérêt très réel pour le patrimoine, il se dégage du document de travail qu'il nous a proposé récemment *Pour l'évolution de la politique culturelle* un net penchant pour la vie plutôt que pour la survie.

Les solutions concrètes proposées dans le document conditionnent l'authenticité des mesures nouvelles qui favoriseront dorénavant le développement culturel. Le voeu exprimé, c'est que la culture devienne l'affaire de tous; c'est un appel à la *coopération et à la réflexion sur les objectifs* de la relation État et Culture. Cet examen collectif ne garantit pas des formules magiques, il ne résoudra pas, non plus, toutes les contradictions existantes, mais c'est un geste positif en faveur de solutions concrètes; c'est pourquoi, il est si bien reçu.

Il n'est pas facile de définir le genre de culture qui devrait avoir la priorité. Le Livre blanc et différents autres textes qui précèdent le Livre vert proposent des définitions très variées, selon qu'elles soient faites par des sociologues, des humanistes ou des créateurs. L'idéal serait sans doute de les réconcilier, de permettre à chacune de s'épanouir. Mais, en attendant la parution d'une critique sérieuse, par exemple du verdict du Tribunal *de la Culture, on peut toujours se rallier à* la position des anthropologues et définir la culture comme l'ensemble des solutions trouvées par l'homme et par le groupe aux problèmes qui leur sont posés par leur environnement naturel et social.

Cette attitude active ne nie aucunement l'accroissement de la connaissance telle que proposée par des définitions traditionnelles; bien au contraire, elle la suppose comme soutien de toute action efficace. Mais cela va plus loin. Plus la culture-coopération s'intériorise au processus national ou global de développement, plus elle est amenée à insister sur l'importance des facteurs culturels dans la vie d'une nation. Le regretté René Maheu, ancien directeur de l'Unesco, voyait deux explications à cet état de choses. «*Parce que la culture résume* l'essentiel des motivations des individus et des peuples et parce que la culture se confond avec la conscience de la personnalité nationale. Le développement ne se conçoit pas sans les premières — les motivations — et hors de la seconde — la communauté nationale. Le développement culturel apparaît ainsi, de plus en plus, non comme un prolongement superfétatoire — le luxe s'ajoutant au nécessaire — du développement proprement dit, mais comme une dimension essentielle, une démarche décisive du complexe de progrès qui constitue celui-ci. C'est à cette seule condition qu'on pourra écarter la redoutable question: développement pour quoi faire? qui est la même que l'autre interrogation, non moins pressante: développement pour qui? — ou plutôt y répondre. Et, du même coup, nous aurons répondu aussi à la question: développement par qui? Non, le développement n'est pas affaire de technocrates. Technique: science des moyens; politique: art des options de l'action; culture: conscience intuitive ou réflexive des valeurs par *lesquelles se définissent les fins, s'y trouvent* indissolublement unies. Et c'est la raison pour laquelle le développement, entreprise humaine totale, est l'affaire de tous»[1].

Nous retiendrons du Livre vert quelques propositions qui concernent les arts plastiques en particulier. Tout d'abord, il est à noter que les questions d'enseignement et de formation demeurent prioritaires. Il est certain que des réformes administratives de l'enseignement des beaux-arts n'ont pas encore amélioré la formation elle-même. Plusieurs bonnes raisons expliquent sans doute ce quasi-échec mais il est de plus en plus souhaitable d'établir des consultations le plus rapidement possible entre le Ministère de l'Éducation et celui des Affaires Culturelles à ce sujet.

A titre d'exemple, tant que l'enseignement des techniques artisanales n'aura pas fait une liaison avec l'enseignement du design, notre production artisanale demeurera folklorique, sans réel souci d'innovation, limitée dans sa distribution. L'artisanat pourrait au contraire, à l'image des pays nordiques, alimenter l'environnement quotidien avec autre chose que des copies du passé. Continuer au lieu de reproduire.

Nous souscrivons entièrement à la proposition de confier au Conseil de la Culture la tâche de faire évoluer les politiques *d'aide aux créateurs et à la création. Il est* difficile de dire mieux que Jacques Rigaud ce qui doit être mû par la création. «Il ne suffit pas de rendre plus accessi-

bles les oeuvres du passé, si nécessaire que soit leur rôle de référence et d'éducation, ni de mettre au point et d'appliquer des techniques d'animation et de diffusion. Il n'est pas d'action dans le domaine de la culture qui ne dépende, en définitive, de la création. La vitalité d'une culture ne se juge pas à la seule puissance des racines et du tronc, mais surtout à la vigueur des branches les plus jeunes. Une culture vivante est une culture qui crée»[2].

Quant à la banque d'oeuvres, c'est une initiative indispensable, qui favorisera à la fois la création et la diffusion. En ouvrant davantage les secteurs de distribution et en se rappelant que le choix des oeuvres doit se faire avec la préoccupation constante de leur destination, on évitera l'écueil de la Banque des Arts d'Ottawa, qui a constitué une collection d'art contemporain digne d'un musée, un grand nombre d'oeuvres achetées ne pouvant absolument pas être utilisées dans les bureaux, ce qui a entraîné pour la Banque une fonction autre que prévue et qui devrait être réservée aux musées.

Quant au Salon des Arts Plastiques, bien que fort utile comme outil de recension, il y aurait peut-être lieu de donner la priorité, pour quelques années, à un projet de foire des arts, dans l'esprit de celui de Bâle ou dans celui, plus récent, de la Foire de Bologne, qui réunit la participation des galeries, des éditeurs et des diffuseurs, tout en assurant des colloques connexes au problème de la promotion de l'oeuvre d'art. Excellent stimulant du marché de l'art, la foire devrait avoir une portée internationale. On n'insistera jamais assez sur l'importance des contacts et des échanges dans le monde du marché de l'art qui doit *s'ouvrir* de plus en plus; surtout ici, il existe un besoin d'oxygène, non pour survivre mais pour commencer à vivre.

Il est aussi grand temps d'établir des mesures d'incitation fiscale pour favoriser l'acquisition des oeuvres d'art et la conservation du patrimoine. Le Livre vert laisse comprendre qu'avec le Conseil de la Culture nous arrivons à l'heure des solutions pratiques et réalistes. Tout le développement futur dépendra des mesures qui seront prises pour inviter une plus grande participation des citoyens au développement culturel et à ses aspects économiques.

Du côté des musées, une importante liaison pourrait être établie avec les services de recherche des universités. Le musée est principalement un lieu de conservation, il comporte également des responsabilités dans le secteur de la recherche et de l'enseignement. Pour former les muséologues (dont la pénurie se fait lourdement sentir), les historiens, les critiques, les restaurateurs, dont nous aurons besoin demain, il faut que des liens étroits existent entre l'université et le musée.

Il importe d'appuyer à fond les priorités du Ministère des Affaires Culturelles dans le cours des prochaines années: la diffusion et l'accessibilité à la culture. Les modes de fonctionnement seront particulièrement importants. Il faut d'abord convaincre le plus grand nombre de leur insertion dans le processus culturel, de sa signification. D'autre part, s'il est certain que des musées régionaux ou particuliers doivent jalonner le territoire, il ne faut pas oublier que les grandes collections doivent être augmentées et rendues accessibles à tous et qu'elles ne peuvent l'être que dans les grands centres où les activités sont groupées. Ce qu'il faut surtout, c'est rapprocher les grands centres de tous les citoyens — cela par des moyens sans doute dispendieux mais nécessaires. Il faut examiner à fond plusieurs solutions et faire venir à la montagne quand la montagne ne peut se déplacer. Il restera une quantité d'initiatives et de mesures favorables à la création qui pourront être mises en oeuvre dans les régions.

En conclusion, il est évident qu'il faut reprendre de plus près l'étude de chacun des secteurs ci-haut mentionnés. Pour l'instant, nous retenons deux choses essentielles. La première, c'est que le Livre vert s'attache à la défense de l'intégrité professionnelle et à l'autonomie des groupes culturels; la seconde, qu'il plaide pour une extension des services et une augmentation réaliste des budgets culturels, sans quoi les réformes projetées ne sont que littérature. Par ces mesures, il attire l'attention sur le problème fondamental, celui du rôle de l'État, qui doit intervenir dans la conservation, la création et la diffusion des valeurs de l'esprit, celles qui tissent l'âme d'une nation et assurent sa continuité.

---

1. Extrait d'un discours prononcé à l'Unesco, à Paris, en 1971.
2. Jacques RIGAUD, *La Culture pour vivre*. Paris, Éditions Gallimard, 1975.

Andrée PARADIS

English Translation, p. 86

GREEN LIGHT FOR CULTURE

By Andrée PARADIS

The Minister of Cultural Affairs, Mr. Jean-Paul L'Allier, is a man of thought and action. While he places his new policies in the line of continuity, it seems to us that instead of simply taking over, he shows a desire to assume risks, and that, in spite of his very real concern for our heritage, it appears from the work document recently put forward, *Pour l'évolution de la politique culturelle,* that he has a clear propensity for life rather than for survival.

The concrete solutions proposed in the document influence the authenticity of the new measures which will henceforth promote cultural development. The wish expressed is that culture should become the concern of everyone; it is an appeal for co-operation and for reflection on the objectives of the relationship between State and Culture. This collective examination does not guarantee magic formulas, nor will it resolve all the existing contradictions; but it is a positive gesture toward concrete solutions. That is why it is so well received.

It is not easy to define the kind of culture that ought to take priority. The White Paper and different other texts which preceded the Green Paper offer much-varied definitions, according to whether they are formed by sociologists, humanists or creators. The ideal, doubtless, would be to reconcile them, to allow each to expand. But while awaiting the appearance of serious criticism, the verdict of the Tribunal de la Culture, for example, one can always share the position of the anthropologists and define culture as the ensemble of solutions found by man and by the group to the problems presented by their natural and social environment.

This active attitude in no way denies the growth of knowledge as suggested by traditional definitions; much to the contrary, it assumes it as support of every effective action. But this goes further. The more culture-cooperation enters into the national or world process of development, the more it is led to insist on the importance of cultural factors in a nation's life. The late René Maheu, former director of UNESCO, saw two explanations for this state of things. "Because culture summarizes the fundamental of the motivations of individuals and peoples and because culture is identical with the consciousness of the national personality. Development is not understood without the first — motivations — and outside the second — the national community. Cultural development thus appears, more and more, not as a superfluous prolongation — luxury being added to necessity — of development, as it were, but as an essential dimension, a decisive step in the complex of progress that constitutes it. It is on this single condition that one might thrust aside the dangerous question: development to do what? which is the same as the other, no less urgent: development for whom? — or rather, one might answer them. And, at the same time, one would also have answered the question: development by whom? No, development is not the business of technocrats. Technique: the science of means; policy: the art of the options of activity; culture: intuitive or reflective awareness of the values by which conclusions are defined and become indissolubly united. And this is the reason for which development, a total human enterprise, is the business of everyone"[1].

From the Green Paper we shall select some proposals that concern the plastic arts in particular. To begin with, it must be noted that matters of teaching and education remain of prime importance. It is certain that administrative reforms in the instruction in the fine arts have not yet improved education itself. Several good reasons explain this seeming failure, doubtless, but it is more and more desirable that consultations should take place as soon as possible between the Ministry of Education and the Ministry of Cultural Affairs on this subject.

By way of example, as long as instruction in craft techniques has not established a connection with instruction in design, our crafts production will remain of a folkloric character without real concern for innovation, and limited in its distribution. On the contrary, craftsmen, as in Scandinavian countries, could supply the everyday environment with something else but copies of the past, advancing instead of reproducing.

We concur completely with the proposal of entrusting to the Conseil de la Culture the task of developing policies of aid to creators and creation. It is difficult to express better than Jacques Rigaud did what must be accomplished by creation. "It is not enough to make the works of the past more accessible, however necessary may be their rôle of reference and education, nor to perfect and apply techniques of animation and distribution. There is no authority in the domain of culture that does not finally depend on creation. The vitality of a culture is not judged only on the power of the roots and the trunk, but especially on the strength of the youngest branches. A living culture is a culture that creates"[2].

As for the art bank, this is an indispensable initiative which will at the same time promote creation and distribution. By further opening distribution sectors and remembering that the selection of works must be made with constant thought of their destination, they will avoid the hidden obstacles of the Ottawa Art Bank, which established a contemporary art collection worthy of a museum, a good number of the works acquired definitely not being of possible use in offices, which involved the Bank in a function other than the one foreseen and which ought to be reserved for museums.

As for the Plastic Arts Salon, although it is very useful as a tool for revision, there would perhaps be reason to give priority for a few years to an arts fair project, such as that at Basle or the more recent one, the Bologna Fair, which assembles the participation of galleries, publishers and distributors, while assuring conferences allied to the promotion of the work of art. An excellent stimulus to the art market, the fair ought to have an international scope. We shall never emphasize enough the importance of contacts and exchanges in the world of the art market, which must *expand* more and more, especially here; there is a need for oxygen, not to survive but to begin to live.

It is also high time to set up measures of financial stimulation to promote the acquisition of works of art and the preservation of our heritage. The Green Paper makes us understand that with the Conseil de la Culture we are approaching the moment of practical, realistic solutions. The whole future development will depend on the measures taken to invite a greater participation by citizens in cultural development and in its economic aspects.

Concerning museums, an important liaison could be established with university research services. The museum is chiefly a place of conservation, but it also admits of responsibilities in research and instruction. To educate musicologists (the scarcity of these is deeply felt), historians, critics, art restorers, whom we shall need in the future, it is necessary that close links exist between the university and the museum.

It is important to strongly support the Ministry of Cultural Affairs' priorities during the coming years: distribution and accessibility to culture. The means of functioning would be particularly important. It is necessary first to convince the greatest number of persons concerning their entry into the cultural process and its meaning. On the other hand, if it is certain that regional or private museums must cover the territory, it must not be forgotten that big collections must be increased and made accessible to all, and that they can be accessible only in large centres where activities are grouped. What is necessary above all is to bring large centres close to all citizens — and this by methods doubtless expensive but essential. We must thoroughly examine several solutions and send to the mountain when the mountain cannot come to us. There will remain a number of opening moves and measures favourable to creation which will possibly be set up in the various areas.

In conclusion, it is obvicus that we must more closely resume the study of each of the sectors mentioned above. For the moment, we retain two essential matters. The first is that the Green Paper applies to the defence of professional integrity and the autonomy of cultural groups; the second, that it appeals for an extension of services and a realistic increase in cultural budgets, without which the contemplated reforms are only talk. By these measures it attracts attention to the fundamental problem, that of the rôle of the State, which must intervene in the conservation, the creation, and the distribution of the treasures of the mind, those that weave the soul cf a nation and assure its continuity.

1. Extract from a speech delivered at UNESCO at Paris, in 1971.
2. Jacques RIGAUD, *La Culture pour vivre*. Paris, Éditions Gallimard, 1975.

(Translation by Mildred Grand)

ALEX COLVILLE: PERFECTION AND REALITY

By Virgil G. HAMMOCK

Alex Colville is a Canadian artist of international status. In his own country, much of the fame is for the wrong reasons. Like the Group of Seven, Colville has become a cult figure; almost every Canadian knows his name, but relatively few know his work and even many of those who do recognize his painting seldom look beyond its surface. For myself, it was only when I moved to the Maritimes from the Prairies and had a chance not only to talk to Colville, but to feel the effect of the area, that many things in his art came together in my mind. As a younger artist, I did not think very highly of his work. I thought it out of date and, besides, I felt the pressure to keep up with the artistic 'Jones'; but in recent years, the more I look at his paintings, the more I realize that they are